

LE JOUR, 1951  
3 Novembre 1951

## EVIDENCES

C'est une légèreté coupable d'interpréter la démarche des quatre puissances comme un acte dont le Proche-Orient eût pu se passer. L'initiative n'a rien de somptuaire ; et la nécessité de la défense collective devient plus impérieuse après chaque déflagration atomique.

Quelqu'un peut-il croire, en ce moment, que le Proche-Orient et le Moyen ne seraient pas terriblement exposés si l'Europe et la Méditerranée n'étaient pas défendues ? Quelqu'un peut-il penser que sans le contrepois de la défense occidentale le marxisme n'envahirait pas ce qui reste de libre dans le monde ?

C'est un prétexte, un argument fallacieux de montrer l'indépendance de la Ligue arabe comme menacée par le principe de l'offre occidentale. Cette offre est favorable au contraire à l'indépendance des convictions et des idées.

Depuis le temps qu'on parle de l'interdépendance des nations, les pays de la Ligue ont pu mesurer combien cette interdépendance est réelle et profonde. De leur côté, les pays qui gravitent dans l'orbite de l'URSS en savent, sur l'interdépendance, beaucoup plus long encore.

A l'intérieur de chaque camp, l'interdépendance est inévitable ; et personne ne soutiendra avec un semblant de sérieux qu'on puisse se maintenir en dehors de l'un et de l'autre camps alors qu'on se trouve à l'articulation de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe et que le fondement des civilisations est en jeu.

La Ligue arabe paraît toujours brouillée avec la géographie et avec l'histoire. L'Egypte appelle paradoxalement en consultation un pays qui, comme la Jordanie, est dans un cas pire que le sien et qui s'en trouve bien. Elle s'adresse à l'Irak et à l'Arabie Séoudite qui, pour des raisons de politique générale, acceptent des liens divers.

La Ligue oublie, on dirait, la place que ses membres occupent sur la carte ; et que les pays qui la constituent, sont à cheval sur des routes vitales pour l'Occident. C'est se moquer de soi et des autres que de feindre d'ignorer ces choses.

On ne propose pas en ce moment aux pays de la Ligue un luxe inutile, mais bien ce qui presse le plus pour garantir leur avenir en liaison avec celui de quarante nations.

Les ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue qui se rencontreront à Paris ne pourront que constater cela. Ce sera le devoir de chacun et de tous de s'assurer que, dans la défense méditerranéenne, la situation des petits pays ne soit pas inférieure à celle que fait aux petits pays le pacte de l'Atlantique. Ce sera leur devoir de ne point admettre une collaboration avec Israël, qui aurait le sens d'une capitulation.

Réserve faite de ces points essentiels, les Arabes ne sauraient, sans aveuglement, s'élever contre la défense commune. Et l'Egypte reviendra, nous l'espérons bien, à la règle suprême que la raison recommande.

A quoi servirait à l'Egypte de consolider ses droits sur le Soudan alors qu'elle et le Soudan seraient menacés par la révolution ?

La solution collective est la seule qui ait chance de régler la question du Canal de Suez. La question du Soudan, pour légitime qu'elle soit, est une autre affaire ; à défaut d'une conversation directe avec l'Angleterre, c'est par les Nations-Unies que l'Egypte pourra la régler paisiblement.